

Blanquer et les enseignants au bord du divorce

SÉBASTIEN, professeur de philosophie dans l'académie de Versailles, ne fait généralement pas grève et n'émerge à aucun syndicat. Ces deux dernières semaines, il a « fait son travail » en corrigeant les 98 copies qui lui étaient confiées, puis en se rendant à son jury de délibération du bac, jeudi. Cet intellectuel en est sorti scandalisé, au point de traiter aujourd'hui son ministre de « fieffé menteur ».

Jean-Michel Blanquer, en ouvrant une brèche pour passer au-dessus du mouvement de rétention des copies des correcteurs grévistes, a aussi ouvert la boîte de Pandore : des professeurs jusqu'ici absents des piquets de grève ont décidé de rejoindre le concert des mécontents, outrés que le politique ait osé se passer de la souveraineté des jurys d'examen

pour donner un semblant de normalité à la publication des notes de ce si étrange bac 2019. « Nous, les parents, on a l'impression d'être face à papa et maman qui divorcent », s'énerve le patron de la fédération de parents FCPE (classée à gauche), inquiet d'entendre que « le bac de 2019 sera comme celui de 1968, qu'il ne vaudra rien... ».

« Le syndicat majoritaire ne voulait pas aller jusque-là, mais Blanquer n'a rien fait pour les aider à se sortir de la surenchère des derniers mois, analyse un connaisseur du monde scolaire. Il n'a rien fait pour empêcher

Le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer est accusé par les professeurs d'être un briseur de grève.



LP / FREDERIC DUGIT

l'escalade. » Par exemple, supprimer l'obligation d'une deuxième heure supplémentaire pour les professeurs de lycée, « que même Sarkozy n'avait pas osé imposer », souffle le même observateur.

« ON N'A JAMAIS OUBLIÉ CLAUDE ALLÈGRE, ON N'OUBLIERA PAS BLANQUER »

VALÉRIE SIPAHIMALANI, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE DU SNES

A une semaine des vacances, grévistes et ministère ont l'air de camper au sommet de la crise. Rue de Grenelle, on alterne la fermeté à l'égard des correcteurs en rétention de copies (« On ne laissera pas passer ») avec des messages d'ouverture (« On ne refuse pas le dialogue »). Au cabinet du ministre, on a compté le nombre de réu-

nions organisées avec les syndicats ces six derniers mois : 90.

« Il reçoit, mais il n'écoute pas. Il faut un bras de fer pour obtenir la moindre évolution », tacle Stéphane Crochet, le secrétaire général du syndicat SE-Unsa, pourtant moins sévère que d'autres à l'égard du locataire de l'Hôtel de Rochechouart. « Il faut en tirer des leçons, comme le président de la République a tiré la leçon des Gilets jaunes. »

Le Snés, principal syndicat dans le secondaire, n'en est plus aux remontrances. « Il a distillé avec une certaine science des paroles qui ont poussé les collègues vers des actions qu'ils n'avaient pas prévues », estime sa secrétaire générale adjointe, Valérie Sipahimalani. Et de l'enterrer d'un cinglant : « On n'a jamais oublié Claude Allègre, on n'oubliera pas Blanquer. » **CH.B.**